



Universiteit
Leiden
The Netherlands

Appropriation foncière, migrations agricoles et conflits armés en pays Dogon (Mali)
Poudiougou, I.

Citation

Poudiougou, I. (2023, October 12). *Appropriation foncière, migrations agricoles et conflits armés en pays Dogon (Mali)*. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/3643682>

Version: Publisher's Version

License: [Licence agreement concerning inclusion of doctoral thesis in the Institutional Repository of the University of Leiden](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/3643682>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

7

Les migrations des Dogons dans la région de Sikasso, un front pionnier au sud

« Je suis venu ici avec Baba, mon frère cadet. Nous avons constaté que la pluviométrie avait baissé, au moins pendant les deux dernières saisons des pluies. Nous avons approché les Nan-Garan (les anciens, les personnes âgées) et leur avons dit que nous voulions partir à la recherche de nouvelles terres. Ils ont répondu en disant que « ana-kana ya » (aller vers une nouvelle ville/village) est toujours difficile ; qu'ils ne nous empêchent pas de partir cependant. Ils ont ajouté : « ana ka dinga garaako » en terres nouvelles, la fatigue est grande. Parce que dans la ana-kana, il n'y a pas de champs, pas de maisons, mais qu'il y aura beaucoup de fatigue et que si nous pouvions supporter cela, nous pourrions tenter notre chance, nous pourrions partir. »

Issaka Sagara, Yanfolila, mars 2021

La pages précédentes ont permis de mettre en exergue comment les mutations sociopolitiques de la première moitié du 20^{ème} siècle ont profondément remodelé les populations du Soudan français. Celles-ci ne se limitaient pas aux seules possibilités qu'offraient les projets coloniaux sur le territoire du Soudan comme l'Office du Niger et les grands chantiers routiers. Les possibilités de travailler dans les usines et en contexte urbain ont attiré de nombreux émigrants du pays Dogon. Ces derniers ont ainsi constitué, dans l'espace d'un demi-siècle, un phénomène Kumasi dans les villages dogons. Parmi ces émigrants dogons partis travailler dans l'Office du Niger, la distance aidant, certains se sont installés de manière définitive en faisant venir auprès d'eux femmes et enfants. Cependant pour les Dogons partis vers des destinations lointaines, certains se sont engagés dans des relations matrimoniales à Kumasi et s'y sont ainsi installés de manière définitive. Le présent chapitre s'intéresse à la phase successive des migrations des Dogons vers le sud du Mali. L'accès à l'indépendance en 1960 s'accompagne de changements majeurs sur le plan politique, social et économique des populations des colonies de l'A.O. F qui devenaient des états indépendants. Certaines routes privilégiées connaissent des perturbations à cause du contrôle que les nouvelles autorités politiques tentent de mettre en place via les contrôles des pièces d'identités (passeport ou carte d'identité). Au Mali, c'est un régime d'orientation socialiste qui accède au pouvoir sous la direction de Modibo Keita (1960-1968). Dans son programme, la question du développement est avant tout envisagée sous l'angle du développement agricole avec une continuation des projets de sédentarisation des populations nomades d'une part et une reconsidération de la question migratoire initiée par la colonisation d'autre part. Les grands projets de développement agricole comptaient particulièrement sur la mise en valeur

des terres agricoles et la force de travail des jeunes paysans afin d'augmenter la production agricole nationale. Qu'elle soit interne ou internationale, la migration des jeunes hommes et femmes vers les centres urbains du pays ou vers les pays voisins du Mali est devenue un enjeu national. À partir de 1960, les départs vers les états voisins comme le Sénégal, la Guinée, la Côte d'Ivoire sont soumis à de nouvelles réglementations mises en vigueur, la présentation de carte d'identité ou la détention d'un passeport (Gary-Toukara, 2009). De territoires d'une même formation coloniale, ces territoires accèdent à l'indépendance et l'établissement des contrôles aux frontières ainsi que des barrières douanières ont eu un impact sur les mouvements migratoires sans pour autant réduire les départs vers ces pays. Longuement considéré comme pourvoyeurs de mains-d'œuvre, cette situation plaçait les autorités politiques face à une double problématique. Premièrement, créer les conditions nécessaires au maintien des populations rurales dans leurs terroirs afin pour promouvoir le travail agricole. Deuxièmement, contrôler les flux migratoires des Maliens vers les pays voisins côtiers.

7.1 De la fin des terres agricoles en pays Dogon à la faim des Dogons de nouvelles terres ?

Cette problématique du contrôle des migrations n'est pas spécifique aux autorités maliennes de la période post-indépendance. Les administrateurs coloniaux avaient déjà fait usage de différents outils de contrôler pour limiter les départs de Soudanais vers les colonies voisines. C'était le cas des laissez-passer puis des cartes d'identité (Gary-Toukara, 2009). Ces documents administratifs permettaient à la fois d'identifier les migrants et de situer leurs origines ethniques. Les politiques de contrôle des mouvements et de concentration de la force de travail s'étaient déjà heurtées à une difficulté pratique : les migrants soudanais bougent et savent déjouer les contrôles lorsque cela est nécessaire. Dougnon (2007 : 93) mentionne le contournement des contrôles par les migrants dogons des années 1940 qui se rendaient à Kumasi à pied. Ces migrants qui fuyaient les travaux forcés entreprenaient leurs marches vers le Ghana en évitant les postes de contrôle des gendarmes et autres représentants des forces coloniales. Ce que Gary-Toukara qualifie d'une « *liberté [de mouvement] de fait* » traduit le peu de contrôle que les autorités coloniales puis nationales du Mali indépendant auront sur ces flux vers les pays voisins, notamment la Côte d'Ivoire. Avec l'ouverture du port d'Abidjan cette ville devient attractive en termes de travail salarié mais aussi elle se substitue peu à peu à Kumasi où les migrants dogons et songhays commençaient à avoir des problèmes avec les autorités ghanéennes.

À défaut de pouvoir contenir les mouvements, le régime socialiste de Modibo Keita ajoute une dimension moralisatrice à la perception du départ hors du terroir villageois ou du territoire national. Le Mali est indépendant et les Maliens doivent

rester dans leurs villes et villages pour le construire. Travailler la terre devient ainsi synonyme de citoyenneté et de responsabilité alors que quitter les villages au profit des villes ou des pays voisins est associé à un discours moralisateur qui fait du migrant un traître.

La quête d'une autosuffisance alimentaire et surtout la promotion d'un modèle de développement basé sur la paysannerie comme force productrice ont conduit à la création d'un ensemble de structures locales par les pouvoirs publics. Les mutuelles et les associations paysannes avaient pour mission de réaliser des cultures collectives dont les récoltes servaient à alimenter les stocks de l'OPAM (l'Office des Produits Agricoles du Mali). Les travaux étant contrôlés et surveillés, ceux qui manquent à l'appel deviennent identifiables. L'émigration hors du territoire malien a été soumise à la détention de titre de voyage dont la délivrance était réduite au minimum afin de décourager les départs (Kassogue, 2018).

L'importance des mouvements migratoires à l'intérieur du Mali et vers les pays voisins n'a pas faibli avec l'accès à l'indépendance. En pays Dogon, de nombreux jeunes Dogons se sont dirigés vers la Côte d'Ivoire durant la première décennie des indépendances afin de travailler mais aussi faire une expérience initiatique. La distance aidant, ces migrants qui partaient vers la Côte d'Ivoire étaient en grande partie des travailleurs saisonniers qui revenaient au village au début de la saison agricole. La fin du travail forcé et celle de la violence des chefs de cantons avec la fin de la colonisation ont été des motivations favorables au retour d'une partie des migrants. Les populations rurales du Mali de Modibo sont une population mobile qui étend ses horizons toujours vers de nouvelles destinations. Les politiques de développement agricole promues ont pu profiter des largesses d'un climat favorable et qui tendait à faire oublier le spectre de la sécheresse et des cycles de famines dont le dernier en date a été celle de 1927-1931. Le retour des saisons pluvieuses plus généreuses et la régénération du couvert végétal des décennies 1950 et 1960 avaient donné une stabilité aux ménages ruraux au Mali et dans le Sahel en général (Benjaminsen, 2012). Cependant une nouvelle période d'incertitudes sociales et économiques allait s'ouvrir à partir des années 1970. Ces incertitudes sociales et économiques naissent des manques de précipitation et la plongée dans la sécheresse suivie de famine et d'épidémie. Cette situation de crise pousse cependant un mouvement d'ouverture, d'un point de la quête de terres agricoles parmi les Dogons. Au pied de la falaise et dans la plaine du Seeno, certains se lancent à la recherche de nouvelles terres arables dans le sud du Mali. Dans les années 1970, Jean Gallais (1975 : 102) mentionnait le fait que la recolonisation foncière de la plaine du Seeno-Gondo avait atteint ses limites. Certains lignages ont continué à essaimer les terres du plat pays à partir des années 1950 avec l'augmentation des naissances et le recul de la mortalité dû à la famine et aux épidémies. Ainsi de nouvelles générations de villages ont commencé à naître

au plus loin dans la plaine. Les villages nés de la colonisation foncière, par couloirs migratoires, autour des années 1900 et 1910 s'étaient transformés en de nouveaux lieux de départ. De nouveaux hameaux de cultures sont nés plus loin de la plaine, dont certains dans les confins du Burkina Faso. C'est ainsi que des hameaux de culture vont être fondés dans les régions frontalières avec le Burkina dans les années 1960 et 1970. Cette fin des terres agricoles en pays Dogon coïncide avec la faim des Dogons pour de nouvelles terres agricoles. En ce sens, cette période est caractérisée par la mise en culture régulière de la totalité des terres disponibles dans la plaine. Certaines pratiques agricoles comme les mises en jachères de certains champs, caractéristique d'abondance des terres, qui pouvaient durer plusieurs années dans ces nouveaux villages de la plaine devenaient rares.

Dans la même période, les technologies agricoles ont connu des changements notables. Les migrants de retour qui se sont installés dans la plaine ont introduit de nouveaux outils agricoles comme la charrue et les animaux de trait. De même l'introduction de la charrette et d'autres moyens de transport des charges plus importantes ont profondément changé les rapports des paysans à l'activité agricole. La charrette rend possible le transport du compost préparé par le paysan à partir des déchets domestiques⁸⁰ du village vers les *lara*,⁸¹ les champs de proximité mais aussi vers *le bara-guru*, le champs lointains. La nature du sol permettant une telle pratique, cela a contribué à la réduction des charges de travail de manière considérable. L'introduction de ces nouveaux outils agricoles ont également démultiplié les possibilités d'agrandissement des champs ou de défrichage de nouveaux champs. Les mises jachères des terres étaient de courte durée ou inexistantes dans ces nouveaux villages de la plaine. Un patriarche commentait en 2019 cette quête continue de nouvelles terres ainsi :

Ici, nous avons d'abord appris à cultiver avec la houe comme le faisait nos pères et leurs pères aussi. La terre contenait de la « baraka » et donnait de bonnes récoltes. Lorsque certains sont partis d'ici pour fonder des villages comme Ogoduruna et Tourou, ils ont aussi commencé à cultiver avec l'âne et la charrue puis avec les bœufs et aujourd'hui la majorité cultive avec le dromadaire. Au départ les terres étaient infinies mais certains ont dû quitter encore pour aller vers d'autres villages. Aujourd'hui certains de nos parents sont parmi les Dafing, d'autres parmi les Mossis, d'autres ont même quitter le pays Dogon. Pourquoi ? Parce que la terre ne suffit plus. Parce que les gens sont devenus nombreux et

⁸⁰ Le son issu des céréales, la paille, la bouse d'animaux et autres éléments biologiques qui en se décomposant devient du « *binigu* », le fertilisant.

⁸¹ Les champs situés dans l'environnement immédiat des maisons d'habitation, à proximité du village sont appelés *lara* tandis que le *bara-guru* ou le *bara-waga* fait référence aux champs éloignés du village.

sud dans la région de Sikasso où ils arrivent les premiers migrants dogons en quête de terres agricoles. Cette région est riche en terres agricoles et en ressources hydriques. Dans la région de Sikasso ce sont les cercles de Koutiala et de Yanfolila ont attiré ces migrants dogons à partir des années 1965.

Il faut toutefois noter qu'une partie des pionniers ont suivi des voix, des récits d'autres migrants dogons qui traversaient la région de Sikasso en partant à Abidjan. Ces derniers contaient les ressources abondantes de cette région, la verdure de ses forêts ainsi que ses cours d'eau favorables au développement de cultures maraichères. Ils seront suivis par d'autres paysans en quête de terres arables. Dans cette situation migratoire se reproduisent les deux logiques importantes d'occupation de l'espace que sont la logique de la communauté de sang et celle de la communauté de sol (Paulme : 45 et 85). Dans le premier cas, l'ouverture de nouvelles terres est faite par un colon agricole pionnier. Il est rejoint par d'autres membres de son groupe lignager restreint avec lesquels il partage une filiation agnatique, un ancêtre commun. Dans le second cas, le pionnier est suivi par des personnes issues du même terroir historique et avec lesquels il ne partage pas nécessairement un lien de sang. Comme nous le verrons dans l'étude des migrations dans le sud du Mali, ces deux logiques s'enchevêtrent. Ainsi à la différence de la perpendicularité des couloirs migratoires lignagers lors de la descente dans la plaine du Seeno-Gondo, les hameaux de culture à Koutiala et à Yanfolila se présentent de manière plus complexe [distinction intéressante, peut être que tu peux la mettre en valeur plus tôt]. Ces deux logiques peuvent être identifiables dans la composition de certains hameaux mais ne peuvent être considérées comme des variables vérifiables ici.

7.2 Les projets de développement agricole et les migrations rurales

Par son amplitude et par l'importance du nombre de personnes ayant quitté le pays Dogon pour trouver des terres pour pratiquer une agriculture vivrière capable de les nourrir dans la région de Sikasso, cette migration représente un des mouvements de populations les plus importants des cinquante dernières années au Mali. Cependant elle a trouvé peu d'intérêt dans les recherches portant sur les migrations internes au Mali. Celles-ci se concentrent essentiellement sur l'étude migrations des ruraux vers les centres urbains d'une part et d'autre part sur les populations déplacées en raison des conflits armés, notamment les populations des régions du nord du Mali.⁸³

⁸³ Il est tout aussi important de préciser qu'en raison du peu d'intérêt public et universitaire de mener des études sur ces phénomènes de mouvements de populations interne au Mali, une part consistante des recherches sont financées par des acteurs extérieurs. Ce sont souvent ces entités extérieurs qui définissent les agendas de recherche, les populations à étudier ainsi que les zones d'études.

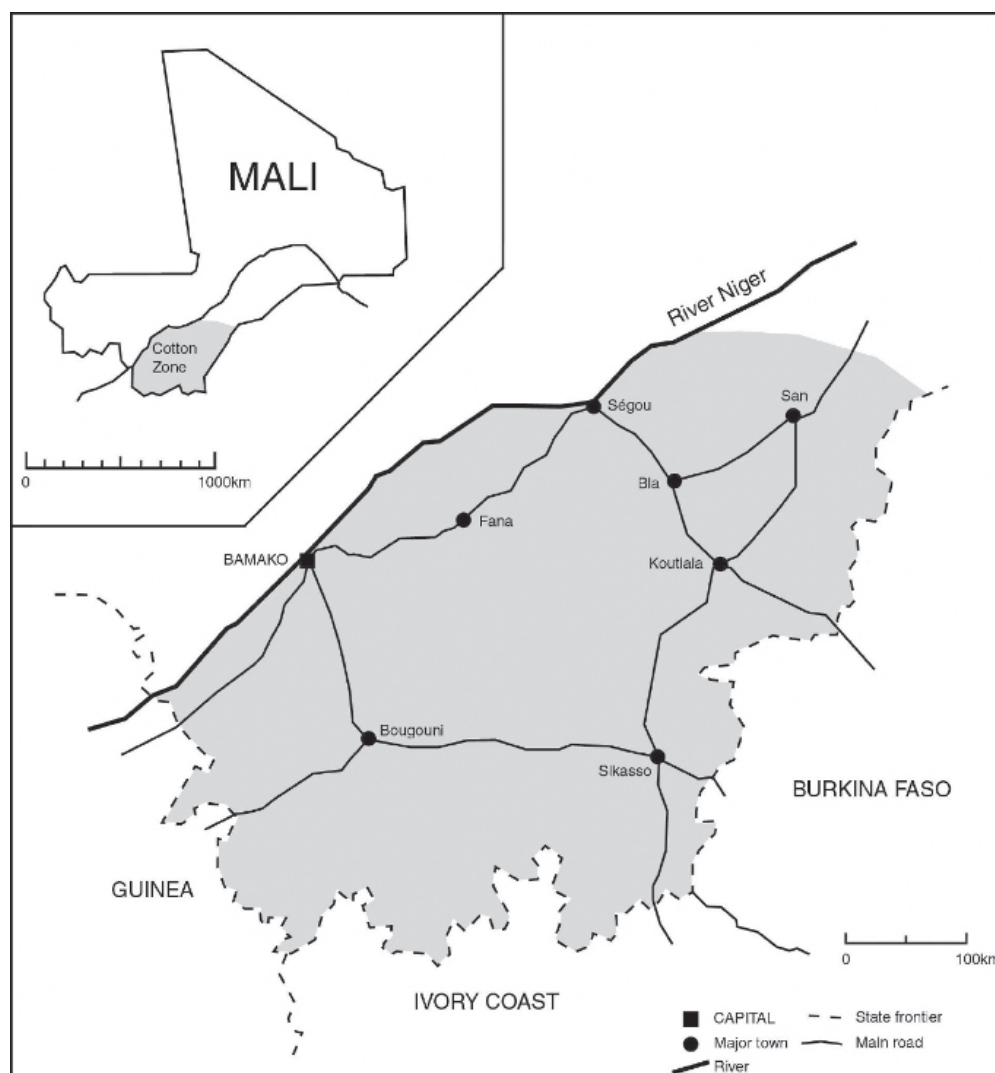


Figure 20: carte zone cotonnière au Mali⁸⁴

Dans ce panorama des études sur le phénomène migratoire, peu d'intérêt a été accordé à ceux qui pratiquent les migrations de type rural-rural. Les travaux qui vont dans cette perspective s'intéressent à l'étude des zones à projets. Les zones rurales à projets étant ici les régions dans lesquelles d'importants projets de développement rural sont implantés et qui nécessitent une main-d'œuvre conséquente. Un cas emblématique de zones à projet sont les terres aménagées de l'Office du Niger à cheval entre les régions de Ségou et de Mopti.

D'autres zones de développement agricole ont émergé après les indépendances. C'est le cas des zones cotonnières de la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT). Différentes zones rurales sont choisies dans les régions de

⁸⁴ Tor A. Benjaminsen & Espen Sjaastad (2002) « Race for the Prize: Land Transactions and Rent Appropriation in the Malian Cotton Zone », *The European Journal of Development Research*, 14:2, 129-152, DOI: 10.1080/714000423

Sikasso (Koutiala, Bougouni, Yanfolila), de Ségou (San, Bla, Tominian, Kimparana), de Koulikoro (Fana, Dioila) et de Kayes (Kita). Sur la base de différents facteurs comme la pluviométrie, la qualité des sols, les potentialités productives et ainsi la disponibilité d'une main-d'œuvre agricole disposant de moyens de productions agricoles d'un certain niveau (Diawara *et al.*, 2017), ces zones reçoivent d'importants investissements agricoles afin de développer la culture du coton. Ces zones à projet se sont souvent transformées en pôle de migration vers lesquelles convergent des populations provenant d'autres régions. C'est dans ce sens que le développement de la culture du coton comme culture destinée au marché, à côté de l'agriculture vivrière, devient un secteur agricole d'attraction des populations indigènes et un facteur de profondes transformations agricoles.

La réalisation d'infrastructures agricoles comme la réalisation de barrages hydro-électriques comme le barrage de Mantantali et celui de Sélingué en 1980 sont, entre autres, des lieux de convergence des migrants en quête de terres et/ou du travail salarié. Peu de Dogons ont migré vers Dioila comme destination, dans ces années 1970 et 1980. Cependant, Dioila est comparable à tant d'autres régions, notamment la région de Sikasso, qui ont reçu des migrants dogons des indépendances à nos jours. Certaines de ces localités de la région de Sikasso qui ont reçu des migrants dogons qui n'étaient pas des villages où étaient installés des projets de développement agricole avec des infrastructures comme attraction des migrants. Ces migrations « spontanées » (Nijenhuis, 2005) semblent restées en dehors des lanternes des chercheurs qui travaillent sur les migrations internes et les migrations rurales en particulier. Ainsi les cercles de Koutiala et de Yanfolila qui sont situées dans des zones cotonnières présentent le paradoxe qu'une partie importante des migrants qui y sont allés ne s'y sont pas rendus dans l'idée de travailler dans la culture du coton. Dans le cercle de Yanfolila par exemple, les Dogon sont estimés à environ 25 à 30% de la population générale.⁸⁵ Le silence de la littérature sur ces migrations peut s'expliquer en partie par la concentration des recherches sur les zones à projet qui bénéficient de financement provenant d'horizons divers, y compris les projets eux-mêmes. En continuité avec les travaux cités plus haut (Cissé, 1993, Koenig *et al.* 1998 et Nijenhuis 2005 et 2013), ce travail ethnographique se donne comme objectif d'étudier ces migrations dogons « spontanées » dans le Wassolon, cercle de Yanfolila, des années 1960 à nos jours.

⁸⁵ Entretien avec le maire de Yanfolila, mars 2021.